

« Theo Francken n'est pas intouchable ! »

Interview vérité d'Olivier Chastel sur la crise

Sortie du nucléaire en rade, taxation du capital bloquée mais surtout crise soudanaise : la rentrée est bouillante comme jamais, au fédéral. Le président du MR dédramatise. Et pose ses balises par rapport aux diktats de Bart De Wever...

Avec autant de brûlots sur la table, le gouvernement fédéral tiendra-t-il encore un an et demi ? « Tout le monde y a intérêt, y compris la population ! », tonne d'emblée le président du MR, Olivier Chastel, dans l'entretien de rentrée qu'il accorde à Sudpresse. « Le gouvernement a déjà largement accompli son programme, et même plus. On a intérêt à finir de concrétiser tout cela et à parachever les dossiers socio-économiques. »

↳ **Cela prime sur les principes éthiques et démocratiques bafoués dans la crise soudanaise, à vos yeux ?**

« J'y arrive. Je veux d'abord briser le cliché d'une N-VA qui déciderait de tout. C'est elle qui a fait le plus grand sacrifice à la formation du gouvernement en laissant tomber tout le pan communautaire de son programme ! Qu'elle soit devenue un parti d'inspiration libérale, tant mieux pour elle. Et pour nous : elle a accepté notre demande d'une réforme de l'impôt des sociétés qu'elle refusait en 2014 ! »

↳ **Mais sur l'éthique et la démocratie...**

« L'éthique ? C'est-à-dire ? »

↳ **La responsabilité ministérielle, sur laquelle Bart De Wever s'assied...**

« Dimanche soir, il a répondu au CD&V qui voulait titiller la N-VA sur l'éventuelle responsabilité de Francken dans le dossier soudanais. Moi, je renvoie dos à dos ceux qui ne veulent pas attendre les résultats de l'enquête annoncée par le Premier ministre sur le renvoi de Soudanais qui se passaient déjà sous le précédent gouvernement... »

↳ **De Wever dit qu'il s'en fiche...**

« Il dit ce qu'il veut. Depuis trois ans, le MR est l'arbitre

entre trois partis flamands qui se tirent la bourre. Quand l'enquête tombera, on en analysera les conséquences et conclusions politiques à tirer. »

↳ **Theo Francken sera-t-il alors intouchable, comme l'annonce De Wever ?**

« C'est l'administration qui procède aux renvois, sur base de la réglementation en vigueur et l'évaluation au cas par cas de la meilleure façon d'agir. Attendons l'enquête, même si ce n'est pas l'élément qui tranchera le cas Francken. On le demande pour savoir si l'administration de l'Office des étrangers a traité le cas des Soudanais conformément à l'article 3 de Convention européenne des droits de l'Homme. »

↳ **Un ministre n'est pas responsable de son administration, si elle faute ?**

« Sûrement que si. Personne n'est intouchable. Theo Francken n'est pas intouchable. Mais aujourd'hui, rien ne me fait penser qu'il a commis une erreur dans ce que dit l'Office des étrangers ou dans le rapport du CGRA. »

↳ **Reste qu'il a aussi menti au Premier ministre, il l'a reconnu au Parlement...**

« Il n'a pas été complet dans son expression de la situation des renvois au Soudan. Mais il n'est pas vrai de dire que cela a induit le Premier ministre en erreur. Dès que Charles Michel a appris qu'il existait peut-être un problème, il a annoncé qu'on gelait les rapatriements tant que toute la lumière n'aura pas été faite. »

↳ **Il lui a menti par omission...**

« Il n'a pas été complet. »

↳ **On joue sur les mots, là...**

« Mais non, cela n'a rien changé au fond de la décision annoncée par Charles Michel. Il n'y a plus eu d'expulsions. Pour les droits-de-l'hommes, c'est ça qui compte. non ? Le

Premier ministre n'a pas été induit en erreur... »

↳ **Cela rappelle furieusement l'affaire Galant, non ?**

« Ce n'est pas du tout comparable. Jacqueline, c'est son cabinet qui l'avait très mal briefée concernant la sécurité à l'aéroport, donnant alors des infos qui ont induit le Premier ministre en erreur. »

↳ **Bref, les Soudanais ne valent pas une crise ? Est-ce une visée électorale ?**

« On n'a aucune visée de ce type. L'opposition et certaines associations veulent juste en profiter pour mettre à mal ce gouvernement. Cela ne vaut pas une crise tant qu'on ne connaît pas la lumière de l'expertise que nous rendra le CGRA ! Enfin, on ne fait pas tomber le gouvernement quand une administration est mise en cause par un témoignage de Soudanais transmis via Le Caire sans la moindre preuve ! »

↳ **La N-VA reste un partenaire fiable ?**

« Quand je vois la transcription de nos accords de gouvernement depuis trois ans, j'ai souvent considéré que c'était, sous bien des aspects, le partenaire le plus fiable. Sur le socio-économique, il est parfois plus facile de passer des accords avec elle qu'avec d'autres. On savait que 2018 serait une année de plus grandes tensions entre les partenaires flamands de la majorité. Mais je ne veux pas dire

qu'ils ne seraient pas loyaux. »

↳ **Gérard Deprez a estimé les limites atteintes...**

« Et il s'est excusé ce matin. Il n'avait pas la pleine connaissance du dossier. S'exprimer publiquement sans cette maîtrise, ce n'est pas faire œuvre utile. Il l'a bien compris. »

INTERVIEW > CHRISTIAN

CARPENTIER

Attaque de la gauche**« Pas de régularisation massive ! »**

Olivier Chastel attaque sèche-ment les partis de gauche, dans ce dossier, les accusant de vouloir « laisser pourrir la situation ». « Il faut savoir assumer les politiques que nous menons sur l'immigration », indique-t-il. « Nous ne voulons pas de Calais bis à Bruxelles ou ailleurs. Mais nous ne voulons pas non plus d'une régularisation massive de tous ceux qui ne respectent pas notre État de droit, nos législations et qui ont été déboutés ou refusent de faire une demande d'asile ! Et ce à l'inverse de par-

tis de gauche que j'entends ! »
↳ Qui le demande, à gauche ?

« J'en appelle à ce qu'ils se positionnent alors très clairement. Soit on mène une politique conforme au droit international, ce que nous faisons : accueillir tous ceux qui ont besoin de protection. Et quand

la demande est refusée, c'est le retour dans son pays. C'est ça, l'État de droit ! »

↳ Soit ?...

« Ceux qui demandent pourquoi renvoyer dans leur pays

ceux qui sont dans le parc Maximilien et ne font de tort à personne et qui n'introduisent pas de demande ou sont déboutés, ils en arrivent forcément à la conclusion qu'à un moment il faudra une régularisation ! Et il faut avoir l'honnêteté de le dire ! »

↳ Ils ne disent pas ça...

« La seule alternative à la politique humaine mais ferme que nous menons, c'est de laisser pourrir la situation pour en arriver à une régularisation massive ! On a dû en faire par

le passé. Et nous ne voulons pas le faire de nouveau, en donnant une prime à l'illégalité

au travers du pourrissement d'une situation qui découlera inévitablement là-dessus ! Et ça il faut que les partis de gauche se positionnent ! C'est quoi leur

solution, sinon ? Il faut que les gens sachent que tous ceux qui nous montrent du doigt aujourd'hui veulent aboutir à cela ! » ●

INTERVIEW > CH. C.

En Wallonie**« Il y aura un gouvernement Borsus 2 »**

La crise soudanaise n'est pas le seul dossier sur lequel Olivier Chastel pose ses balises. « Le travail de l'équipe Borsus 1^{er} – je l'appelle comme ça parce que je pense qu'il y aura un Borsus 2 – est excellent », attaque d'emblée le Carolo. « Le travail accompli en six mois est exceptionnel. C'est vrai des textes sur la bonne gouvernance, les GRD ou la réforme fiscale de Jean-Luc Cruick, la manière avec laquelle Pierre-Yves Jeholet s'est saisi de l'axe formation-emploi... Cela dépasse toutes mes espérances ! Je ne suis pas mécontent

de mon casting ! »

↳ Et donc, en 2018 ?...

« C'est la concrétisation de tout ce qui est en chantier. La traduction dans l'opérationnalité de toutes les nouvelles règles de gouvernance, par exemple. »

↳ Mais chez Nethys, la direction ne semble pas vouloir partir...

« Je ne sais pas, ça... On a toujours dit qu'on allait réformer les instances de Publifin, c'est chose faite : un contrôle public et des administrateurs

privés compétents chez Nethys. Ensuite, on a donné quelques orientations au Conseil de Nethys. L'analyse doit par exemple rapidement être faite sur le salaire de ses principaux dirigeants, pour se mettre en conformité avec le décret wallon à voter d'ici Pâques. »

↳ Et ?...

« Pour le bien de l'entreprise, il est de la responsabilité des administrateurs de prendre en considération la composition du management. Mais on ne peut pas demander à ces gens, qui savent ce que c'est une entreprise, de se priver du jour au lendemain de toute l'équipe dirigeante. Ils doivent mesurer leur capacité, sans détruire l'activité économique, à la remplacer. Parallèlement, le décret permettra au gouvernement d'interagir dans les structures

pour le bien régional. »

↳ En clair ?

« Ne faites pas semblant de ne pas comprendre. Si l'intérêt régional est qu'il convient de procéder à des changements de direction, le gouvernement aura la capacité d'agir, ce qu'il n'avait pas jusqu'à présent. »

↳ La commission Publifin demandait qu'on fasse table rase de la direction actuelle. Ce pourrait ne pas être le cas ?

« Je suis pour l'application de toutes les recommandations de la Commission. Je me suis déjà exprimé dans vos colonnes sur le cas de Stéphane Moreau. Je ne peux pas, moi, décider de son remplacement séance tenante. Mais il y a les deux voies que je viens d'évoquer. »

↳ Et pour l'emploi wallon, à quoi s'attendre ?

« C'est ma plus grande préoccupation ! Les chefs d'entreprises sont optimistes sur leurs investissements, mais ne trouvent pas les bons profils à embaucher. Fin 2017, il y avait 30.000 emplois vacants en Wallonie, soit 50 % de plus en un an ! La prise de conscience que Pierre-Yves Jeholet veut mettre en place au Forem

pour une complémentarité entre formation et emplois vacants, avec des incitants pour se former aux métiers en pénurie, c'est primordial ! Si on ne donne pas l'emploi qui va se créer à nos travailleurs, il ira ailleurs : les entreprises délocaliseront ou feront venir de la main-d'œuvre de l'étranger » ●

INTERVIEW > CH. C.

Par le patronat flamand

Bart De Wever rappelé à l'ordre

Concrètement, que va-t-il se passer dans la crise soudanaise ? Charles Michel le répète à l'envi depuis sa sortie de samedi dans Sud-presse : sa volonté est d'attendre l'enquête internationale sur le sort réservé aux Soudanais expulsés par la Belgique. Ses résultats sont attendus fin janvier.

Et s'ils sont accablants ? Bart De Wever a prévenu dès dimanche soir : Theo Francken ne démissionnera pas. Ceux qui s'aventureraient à revendiquer sa tête au sein du gouvernement entraîneraient le départ de la N-VA de celui-ci. *« Le chantage ne m'impressionne pas »*, lui a rétorqué le Premier ministre lundi matin sur Bel RTL, assurant que sa *« feuille de route »* ne serait pas modifiée : on attend l'enquête, et on verra.

COURBE RENTRANTE

Mais la riposte la plus cinglante à Bart De Wever — en tout cas celle qui a dû

lui faire le plus mal — elle est venue du patron du Voka, le patronat flamand, le seul que l'Anversois écoute sans doute encore. Il lui a rappelé en substance combien une chute gouvernementale serait catastrophique pour les entrepreneurs. Kris Peeters (CD&V) — qui se présente face à

lui aux communales d'octobre à Anvers — a immédiatement fait chorus, avant d'être rejoint par son président de parti, puis

celle de l'Open VLD.

Dans la majorité, on a dès lors voulu lire une courbe rentrante dans les propos tenus par Bart De Wever à son arrivée au siège de son parti. *« Je ne fais chanter personne. Je l'ai dit, je le répète et je le répéterai encore : Theo Francken ne démissionnera pas. On verra les résultats de l'enquête, mais Theo Francken ne démissionnera pas ! »*

Marche arrière ou simple illusion d'optique après

avoir marqué des points dans l'opinion flamande ? Chacun jugera.

En attendant, Charles Michel est attendu de pied ferme par l'opposition sur les dissensions de sa majorité, jeudi après-midi à la Chambre. Le mardi suivant, 16 janvier, c'est en commission de l'Intérieur qu'il viendra livrer sa perception personnelle du mensonge avéré de son secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration. ●

CH. C.

Où en est l'enquête sur les Soudanais ?**Nations Unies pas contactées**

Où en est l'enquête sur ces allégations de tortures de certains Soudanais rapatriés de Belgique ? Le gouvernement l'a confiée au Commissariat général aux réfugiés, instance indépendante, le 21 décembre. Plus de deux semaines plus tard (l'enquête n'a en fait débuté que le 2 janvier après la fermeture annuelle des bureaux du CGRA pour les fêtes), c'est le black-out. Top secret, comme si elle était menée par la Sûreté de l'État ! La question est délicate et le CGRA n'entend pas enflammer le débat en révélant quoi que ce soit avant la fin de l'enquête... qui pourrait néanmoins être terminée pour la fin janvier. « On a compris que nous devons aller vite, même si aucun timing ne nous a été imposé », chuchotait-on hier dans les couloirs du Commissariat. Comment le CGRA va-t-il s'y prendre ? Là aussi, c'est confidentiel. « On va mobili-

ser toutes nos ressources internes et externes », a-t-on appris. « Ira-t-on au Soudan... ou pas ? Toutes les options sont sur la table. Nous avons 30 chercheurs spécialisés dans les différents pays, qui analysent les risques pouvant concerner les uns et les autres. »

Le Premier ministre avait annoncé que les Nations Unies et l'Europe participeraient à l'enquête, ce qui lui donnerait un crédit international. Nous avons téléphoné à deux des agences de l'ONU, ce lundi : le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR) et l'Organisation nationale pour les migrations (IOM). Aucune des deux agences n'a déjà été contactée. « Nous avons vérifié méticuleusement, mais ni à Bruxelles, ni à Khartoum, nous n'avons enregistré de demande de la Belgique », nous a dit le porte-parole de l'IOM... Mais on n'est pas fin janvier. ●

DIDIER SWYSEN

Pas tendre avec Francken**« Il communique plus qu'il n'agit »****☉ Theo Francken ne vous pose aucun problème ?**

« Je ne partage pas sa façon de s'exprimer provocante, abrasive. Je suis persuadé qu'il communique plus qu'il n'agit. Il n'en fait pas beaucoup plus que Maggie De Block dans un gouvernement précédent, mais il communique de façon différente et c'est ça qui dérange. De Block n'était pas clivante, alors qu'elle appliquait les mêmes règles de l'Office des étrangers ! Son patron, Freddy Roosemont, était le même ! »

☉ Avec le même ordre de**mission ?**

« L'administration du secrétaire d'État ne fait qu'appliquer la législation, en conformité avec le programme de gouvernement qui n'est pas bien différent de ce qu'on avait mis en place avec Maggie De Block en fin de législature précédente. C'est la même politique. Sauf qu'ici, c'est Francken. Et en fonction de son comportement, de ce qu'il ose à l'égard de son électorat ou de celui du Vlaams Belang qu'il doit flatter ou que sais-je, on s'en prend à sa personne. Sa

politique est celle du gouvernement, dans la droite ligne de celle menée dans des gouvernements précédents. »

☉ Mais un arrêt de la cour d'appel condamne cette politique qui n'aurait pas assez évalué les risques pour un Soudanais expulsé...

« Oui, et d'autres arrêts ont donné raison à l'Office des étrangers, qui va d'ailleurs en Cassation dans le cas présent. Je me positionnerai quand la chose aura été définitivement jugée. » ●

INTERVIEW > CH. C.